

Numéro 17 - 3 avril 2023

Actions partout au Canada pour exiger un statut pour toutes et tous
Des décès tragiques qui montrent l'urgence de
mettre fin à l'Entente sur les tiers pays sûrs

Rassemblement pour la Journée pour les droits des
réfugiés à Toronto



Rassemblement et remise de la pétition

Mardi 4 avril

De midi à 13 h

Bureau de circonscription de Marco Mendicino, 511, rue Lawrence Ouest

Vigile

Mardi 4 avril

16 h 30

Au même endroit

Pour plus d'information, [cliquer ici](#)

- **Pétition pour mettre fin à l'Entente sur les tiers pays sûrs**
– Réseau des droits des migrants –
- **Des actions affirment les droits des travailleurs migrants à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale**
- **Campement de nuit à Montréal pour revendiquer un statut**
 - **Les travailleurs sans papiers déclarent :**
« Nous ne sommes pas la crise »

Actions partout au Canada pour exiger un statut pour toutes et tous
Des décès tragiques qui montrent l'urgence de mettre fin à l'Entente sur les tiers pays sûrs



Le 30 mars, huit personnes de deux familles sont mortes alors qu'elles tentaient de passer du Canada aux États-Unis en traversant le fleuve Saint-Laurent sur le territoire mohawk d'Akwesasne. Quatre des victimes seraient originaires de l'Inde. Les quatre autres seraient une famille originaire de Roumanie, dont deux enfants en bas âge, dont la demande d'asile au Canada avait été rejetée. Un résident de la région, que la police considère comme une « personne d'intérêt » dans cette affaire, est présentement recherchée.

Ces huit décès surviennent quelques jours seulement après la fermeture, le 25 mars à minuit, du poste frontalier irrégulier du chemin Roxham entre le Québec et l'État de New York, à la suite d'un accord signé par les États-Unis et le Canada pour reconduire l'Entente sur les tiers pays sûrs (ETPS).

Bien que l'ETPS est censée empêcher les demandeurs d'asile venant des États-Unis d'entrer au Canada et inversement, ce cas montre que de telles mesures ont des conséquences tragiques pour tous ceux qui cherchent à franchir la frontière canado-américaine à des points de passage non officiels, qu'ils soient ou non demandeurs d'asile. On peut raisonnablement supposer que si ces huit personnes avaient pu passer aux États-Unis par le chemin Roxham ou d'autres « points de passage irréguliers », leur mort aurait pu être évitée.

Cela montre que les mesures telles que l'ETPS ne s'attaquent pas aux conditions qui poussent les gens à migrer et à franchir les frontières à la recherche de moyens de subsistance et de conditions de vie et de travail sûres pour eux-mêmes et leurs familles, et que le resserrement des frontières par l'extension des mesures de l'ETPS ne fera qu'engendrer de nouvelles tragédies.

L'Entente sur les tiers pays sûrs doit être abrogée maintenant, et non reconduite.



Pétition pour mettre fin à l'Entente sur les tiers pays sûrs

– Réseau des droits des migrants –



Les réfugiés et autres migrants mouraient déjà en traversant le chemin Roxham parce que l'Entente sur les tiers pays sûrs (ETPS) et d'autres lois sur l'immigration empêchaient de voyager en toute sécurité. Aujourd'hui, avec l'élargissement de l'ETPS, les États-Unis et le Canada ont adopté une politique de refoulement des migrants. Tout réfugié traversant la frontière pourra être expulsé sans procédure régulière dans les 14 jours suivant son arrivée. Cela obligera les réfugiés à emprunter des itinéraires encore plus dangereux et causera encore plus de souffrances et de morts. Le premier ministre Justin Trudeau affirme que le Canada accueille les migrants, alors qu'il leur ferme la porte et les met en danger.

Nous remettrons les signatures de la pétition le mardi 4 avril, Journée des droits des réfugiés, au ministre de la Sécurité publique, Marco Mendicino, à Toronto. Si des milliers de personnes ajoutent leur nom, nous pourrions faire en sorte que cette politique dévastatrice ne passe pas inaperçue, et mettre en lumière la nécessité d'un changement fondamental incluant le statut de résident permanent pour tous. Ajoutez votre nom maintenant.

Pétition

Je vous écris pour condamner la décision du Canada de refouler les réfugiés le long de toute la frontière en élargissant l'Entente sur les tiers pays sûrs. Cette décision signifie que les réfugiés qui traversent la frontière dans les deux sens seront contraints d'emprunter des itinéraires encore plus dangereux, ce qui mettra leur vie et leur sécurité en péril et entraînera la mort d'un plus grand nombre d'entre eux. Un réfugié qui traverse le Canada et est arrêté dans les 14 jours suivant son arrivée sera expulsé sans aucune procédure – ce qui obligera les gens à faire des choix dangereux pour ne pas être criminalisés, emprisonnés et expulsés. L'Entente sur les tiers pays sûrs et les autres lois sur l'immigration ne permettent pas aux migrants d'emprunter des voies de passage plus dignes ou plus sécuritaires pour voyager ou demander l'asile dans l'un ou l'autre pays, un droit qui est protégé par le droit international. Je vous écris pour vous demander de mettre fin à l'Entente sur les tiers pays sûrs, de veiller à ce que les migrants puissent traverser la frontière canado-américaine en toute sécurité et de garantir l'égalité des droits en accordant le statut de résident permanent à tous les migrants.

En date du 3 avril, 5 900 personnes ont signé la pétition. Pour signer la pétition, [*cliquer ici*](#)



Des actions affirment les droits des travailleurs migrants à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale



Edmonton, 19 mars 2023

La fin de semaine des 18 et 19 mars, des centaines de travailleurs migrants, réfugiés et sans papiers, ainsi que leurs alliés, ont participé à des actions à l'échelle du pays pour exiger un statut pour toutes et tous, sans exception ! Des rassemblements et des marches ont eu lieu à Montréal, Ottawa, Toronto, Niagara Falls, Sudbury, Edmonton, Vancouver et Victoria. Ces actions étaient organisées par le Réseau pour les droits des migrants.

L'objectif des rassemblements et des marches était d'inciter le gouvernement Trudeau à tenir la promesse qu'il a faite dans la lettre de mandat adressée au ministre de l'Immigration Sean Fraser en 2021, à savoir « explorer davantage les moyens de régulariser le statut des travailleurs sans papiers qui contribuent aux communautés canadiennes » et à le faire avant que le Parlement n'interrompe ses travaux pour l'été.

Des travailleurs migrants et des travailleurs sans statut, dont beaucoup vivent ici depuis des années, ont pris la parole lors des rassemblements et ont témoigné des difficultés quotidiennes auxquelles ils sont confrontés du fait qu'ils n'ont pas de statut au Canada. Les travailleurs migrants ont parlé de l'exploitation et des abus qu'ils subissent de la part d'employeurs sans scrupules qui les forcent à travailler de longues heures pour des salaires dérisoires et sans avantages sociaux. Ils ont parlé de la terreur quotidienne que représente la menace d'expulsion qui pèse sur leur tête. Ils ont dénoncé les conditions de vie et de travail auxquelles eux et leurs familles sont soumis en raison de la politique d'immigration raciste du Canada, qui les prive de soins de santé de base et d'autres prestations sociales, et les traite comme des objets jetables.

À maintes reprises, il a été souligné que les travailleurs migrants sont des travailleurs essentiels au Canada, qu'ils font partie de la classe ouvrière canadienne et qu'il n'est pas acceptable qu'il y ait une hiérarchie des droits. Chacun doit avoir droit aux soins de santé, à l'éducation, à la sécurité au travail et à la protection contre la surexploitation par les employeurs. Ils ont affirmé les droits qui leur appartiennent en tant qu'êtres humains, que le Canada a le devoir de respecter, et déclaré que le Canada doit régulariser le statut de tous les travailleurs migrants dès maintenant.

Montréal



Ottawa





Niagara Falls



Edmonton



Vancouver





(Photos : FO, MRN, Migrante Alberta, Solidarité sans frontières)



Campement de nuit à Montréal pour revendiquer un statut



Dans le cadre de la journée d'action pancanadienne organisée par le Réseau pour les droits des migrants, un campement de nuit a été installé dans la soirée du 18 mars devant la Commission sur

l'immigration et les réfugiés du gouvernement fédéral à Montréal, pour exiger un « programme de régularisation pleinement inclusif, sans laisser personne de côté, MAINTENANT ».



« Depuis plusieurs semaines, les médias ne cessent de parler du chemin Roxham d'une manière qui offre un terrain fertile aux discours racistes et xénophobes qui blâment les migrants pour tous les problèmes de la société », écrit Solidarité sans frontières dans un communiqué de presse annonçant l'événement. « De cette façon les riches essayent de détourner l'attention, transformant les personnes migrantes en bouc émissaire et créant des divisions entre les personnes exclues de la richesse et des privilèges. » L'organisme ajoute que « les sans-

papiers sont laissés dans l'obscurité et le froid d'une exclusion qui tue sans humanité – aux frontières, dans les rues, lentement après des années de précarité, de séparation de nos familles, et de travail physiquement dur et d'exploitation, de manque de soins de santé et dans la peur et le stress quotidien d'être arrêtés, détenus et expulsés. »

« Nous ne quittons pas nos pays pour le plaisir de migrer vers le Canada. Nous venons au Canada pour nous réfugier à cause de divers problèmes. [...] Le système d'immigration injuste nous rend vulnérables », disent ceux qui sont laissés sans statut.

« Nous avons attendu un tel programme de régularisation depuis plus de 14 mois maintenant ; depuis que Justin Trudeau a mandaté le ministre de l'Immigration Sean Fraser de régulariser les personnes sans papiers. Nous revendiquons aussi la résidence permanente pour toute personne migrante.

« Nous faisons ces demandes en solidarité AVEC les sans-abris, toute personne qui a subi le profilage racial, les travailleurs exploités de n'importe quelle origine, avec les peuples autochtones dont les terres ont été volées et CONTRE ces personnes qui nous divisent, nous exploitent et nous utilisent à leurs fins financières et politiques. »



Témoignages de participants au campement de nuit



De nombreux militants engagés dans la lutte pour la défense des droits des migrants et pour un statut pour tous sont venus au camp pour encourager les campeurs de nuit, partager leurs expériences et participer aux activités organisées pour l'occasion. Voici quelques témoignages enregistrés lors de l'événement.

« Pendant la pandémie, c'était très difficile, car notre horaire de travail commençait à minuit, alors que le couvre-feu était en place à partir de 20 heures. Nous vivions dans la crainte d'être arrêtés par la police. C'est très utile de vivre ici, même si nous préférierions retourner dans notre pays, où il y a beaucoup d'insécurité. À notre âge, il serait très difficile de trouver un emploi et notre avenir serait très incertain. C'est pourquoi nous voulons un statut pour tous, dans l'espoir que ... nous puissions être régularisés. Si nous sommes régularisés, nous pourrions retrouver notre sérénité. Nous aurons droit aux soins de

santé et nous aurons de meilleures possibilités de travail, ce qui nous permettra de nous épanouir pleinement en tant que personnes ».

« Le premier ministre Trudeau avait annoncé un programme de régularisation pour tous les sans-papiers et les réfugiés refusés. Mais il a tardé à l'appliquer. De nombreuses personnes comme moi sont menacées d'expulsion. En fait, il y a plus de gens qui sont expulsés aujourd'hui qu'avant. [...] Nous, les immigrants sans papiers, avons besoin d'une résidence permanente et nous en avons besoin maintenant, sans aucune condition, afin que nous puissions être réunis avec nos familles et vivre une vie normale et en sécurité tout en continuant à apporter notre contribution à la société canadienne. Il ne suffit pas de nous donner un permis de travail. Un programme de régularisation doit nous permettre d'obtenir une résidence permanente. Toute autre solution est inacceptable et inhumaine, et n'est pas digne du Canada... »



« Je suis arrivé du Maroc en 2020. J'ai été embauché par une entreprise canadienne alors que j'étais encore dans mon pays, pour venir travailler au Canada. Je suis donc venu ici avec un permis de travail et j'ai été approuvé lorsque je suis entré au Canada à l'aéroport. Je me souviens que lorsque je suis passé devant les services frontaliers pour compléter mes procédures d'arrivée, mon employeur a été appelé pour l'informer de mon arrivée. À ma grande surprise, j'apprends sur place de sa bouche que mon contrat avait été annulé. Il avait déjà licencié quatre autres employés. L'agent des services frontaliers a alors produit froidement un rapport disant que je dois quitter le territoire canadien. La nouvelle m'a complètement brisé. Je n'aurais jamais imaginé cela ! J'étais arrivé plein d'espoir pour changer la situation de ma famille. Mon rêve s'est transformé en un véritable

cauchemar, en l'espace de quelques secondes. Pendant toutes mes démarches, j'ai fait tout selon les règles de l'art et je n'ai reçu aucune nouvelle de l'annulation de mon contrat, qui nécessitait une lettre d'invitation. [...]. Je ne savais pas quoi faire à ce moment-là.

« Tout s'est écroulé d'un coup, sans que personne ne comprenne ce que signifie investir dans un tel projet et les sacrifices qu'il faut consentir pour le réaliser [...] quitter son pays, être séparé de sa famille, de ses enfants, pour s'y rendre. J'ai dû quitter [...] mon ancien emploi. J'ai vendu des biens familiaux, qui étaient notre seule source d'argent stable. J'ai laissé ma femme enceinte et mes deux jeunes garçons [...] sous un toit hypothéqué, une famille financièrement dépendante de moi. Certains diront : 'Tu devrais rentrer chez toi et t'occuper de ta famille.' Avec tous les sacrifices faits par toute ma famille et la petite graine d'espoir que j'ai semée en eux, je ne peux pas reculer. C'est trop tard. Ils n'accepteront pas que je revienne les mains vides. Ils comptaient sur moi... »

(Photos : LML et Solidarité sans frontières)



Les travailleurs sans papiers déclarent : « Nous ne sommes pas la crise »



Après une nuit de grand froid couchés à l'extérieur des bureaux de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié Canada, des migrants sans papiers et leurs alliés, ainsi que quelques membres de la presse, se sont rassemblés à 9 heures à cet endroit pour une conférence de presse organisée par Solidarité sans frontières.

« Nous ne sommes pas la crise ! », a déclaré Hady Anne, porte-parole de Solidarité sans frontières. « La crise est ailleurs. Nous sommes la solution à la crise... La crise est climatique, elle est planétaire, elle est sociale », a-t-il poursuivi. « Combien de femmes aujourd'hui ne peuvent même pas travailler, par manque d'accès aux services de garderie ? » « Combien de personnes dorment à l'extérieur à cause de la crise du logement ? J'aimerais donc dire sans détours ici aujourd'hui aux politiciens qui tentent d'instrumentaliser la vie des migrants pour semer la division, que de prétendre qu'il y a une crise de migration au Canada est faux[1]. ...Ils tentent de fuir la vérité en se

cachant derrière les migrants », a-t-il dit.

« Sans résidence permanente », a-t-il poursuivi, « les migrants sont exploités au travail, privés de soins de santé et séparés de leurs familles. Une société juste est basée sur l'égalité, cela n'est pas possible sans un statut permanent d'immigration pour tous et toutes. » Les migrants sans papiers et d'autres, a-t-il dit, « cultivent les aliments, soignent nos malades et nos aînés et font partie intégrante de la communauté. ... Ce sont des voisins, des collègues, des camarades de classe, des amis. ... Un programme de régularisation qui apporterait un statut de résidence permanente sortirait un demi-million de personnes de la pauvreté et leur donnerait les outils pour se protéger contre les abus et l'injustice, réunir les familles et rectifier les torts historiques. »

« Nous demandons à Justin Trudeau de créer un programme de régularisation pour accorder la résidence permanente ainsi qu'un permis de travail temporaire à tous les migrants sans papiers ici. Chaque jour apporte son lot d'exploitation, d'expulsions et, parfois, de décès », a dit Hady Anne.

Mamadou Konaté, originaire de la Côte d'Ivoire, et qui continue de se battre contre l'expulsion, a parlé au nom du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants. Il a informé qu'au cours des dernières semaines les expulsions se sont accrues et que les migrants sans papiers continuent d'être détenus au Centre de surveillance de l'immigration à Laval, et on leur refuse les moyens de se trouver un répondant et d'être libérés sous caution.

Un membre de la Coalition des étudiants pour un changement environnemental et social (CEVES) a dit : « Le gouvernement et les médias alimentent la haine contre les migrants, surtout contre ceux qui sont entrés par le chemin Roxham. » Il a dit que « la régularisation immédiate est incontestablement une obligation morale des gouvernements. »

Nazila Bettache du Collectif pour la justice sociale, composé d'étudiants, de professionnels et d'activistes dans le domaine de la santé, a exprimé sa profonde admiration pour les migrants qui se mobilisent depuis des années, sinon des décennies, pour exiger un statut pour tous et toutes. Elle a dit : « Les gens ont passé la nuit au grand froid, devant cette monstruosité qu'est Immigration Canada, pour exiger un statut pour tous et toutes...et pour dénoncer les politiques d'immigration ». Afin de pouvoir avoir accès à un logement et ne pas vivre dans la peur, a-t-elle dit, il faut le statut de résidence permanente, encadré par un programme de régularisation massif et inclusif. Elle a condamné les politiques d'immigration actuelles du Canada et a dit qu'elles étaient « inefficaces, hypocrites, injustes et violentes », ajoutant que « les politiques d'immigration tuent...comme nous l'avons vu avec Fritznel Richard et, plus récemment, avec Jose Leos Cervantes, qui est littéralement mort de froid à la frontière [2]. De telles morts ne peuvent pas être normalisées, ni être acceptées comme faisant partie du statut quo. »

Amy Darwish, du Comité d'action de Parc Extension, a dit que « c'est impossible de parler d'un accès au logement sans parler d'un statut pour tous et toutes. ... Avoir un toit au-dessus de sa tête est un besoin fondamental et pourtant de nombreuses personnes sont privées d'avoir accès à un logement décent et subissent la discrimination. Elle a dit qu'ils « sont refusés parce qu'ils n'ont pas de cartes d'identité ou d'antécédents en matière de crédit ».

À cause des politiques d'exclusion du gouvernement du Québec, a-t-elle dit, les personnes sans papiers n'ont pas non plus accès aux programmes de logements d'urgence ou subventionnés, ajoutant qu'elles sont forcées de vivre dans des conditions déplorables et doivent consacrer une grande partie de leur revenu au loyer et accepter des conditions de travail précaires pour tout simplement survivre.

Elle a aussi souligné que nous entendons de plus en plus « des politiciens racistes et opportunistes prétendre que la crise du logement est causée par les migrants, plus particulièrement ceux qui sont entrés par le chemin Roxham. ... C'est une façon d'instrumentaliser les gens sans statut et c'est absolument faux. » « Si les groupes communautaires et les services publics débordent », a-t-elle affirmé, « c'est à cause des politiques d'austérité et des politiques néolibérales, les mêmes qui

forcent les gens à se déplacer. »

« C'est notre responsabilité et notre devoir », a-t-elle souligné, « de s'opposer au racisme et à la xénophobie et d'être solidaires avec les gens qui sont aux prises avec la crise du logement. Tout le monde devrait pouvoir se trouver un toit. »

Son intervention, comme celles des autres orateurs, a été accueillie par des applaudissements nourris.

Notes

1. Le 21 février, dans un éditorial intitulé « Il est temps de fermer le chemin Roxham et de faire respecter la frontière canadienne », signé par le premier ministre du Québec François Legault et publié dans le *Globe and Mail*, le premier ministre écrit qu'« au cours de l'année 2022 le nombre d'arrivées de demandeurs d'asile au Québec a explosé. La capacité d'accueil du Québec est désormais largement dépassée. »

« Les nouveaux arrivés peinent à se trouver des logements adéquats et sont plus nombreux à se retrouver en situation d'itinérance et les organismes communautaires qui leur offrent un soutien direct sont à bout de souffle. Les services publics du Québec doivent également faire face à des pressions accrues sans précédent, notamment les services de santé, d'éducation et d'aide de dernier recours.

« Comme partout au Canada », dit-il, « nos services publics sont déjà à bout de souffle. Cette pression supplémentaire est devenue intenable et ne peut se prolonger plus longtemps. »

« Le nombre de gens qui accueillent et qui s'occupent des demandeurs d'asile est restreint. Le nombre de nouvelles classes que nous pouvons ouvrir pour accommoder les enfants, dont plusieurs sont désemparés et traumatisés, est limité, et n'oublions pas la pénurie d'enseignants. »

« Il y a aussi une pénurie de logements, qui ne peuvent pas être construits si rapidement. Comme ailleurs au Canada, le système de santé est déjà fragile. »

« Les gens doivent pouvoir se trouver un logement, les enfants doivent pouvoir aller à l'école et les malades doivent pouvoir être soignés », écrit-il.

La veille, une lettre signée par le premier ministre Legault a été envoyée au premier ministre Justin Trudeau et obtenue par les médias suite à une fuite. Le premier ministre du Québec y souligne que « des dizaines de milliers de demandeurs d'asile toujours présents à Montréal continueront d'exercer une pression sur nos services publics pendant de nombreux mois, voire de nombreuses années ».

Le premier ministre Legault fait part de « sa grande préoccupation » quant au déclin du français à Montréal et affirme que « l'arrivée massive » de dizaines de milliers de migrants, dont une proportion importante ne parle pas le français, « complexifie grandement notre tâche de francisation ».

Le premier ministre prétend qu'« en raison du nombre important de demandeurs d'asile au cours des années, les coûts ont explosé et l'ensemble des coûts est maintenant de plusieurs centaines de millions de dollars. »

Le 21 septembre 2022, lors d'un débat électoral dans la région de la Mauricie, l'ancien ministre de l'Immigration Jean Boulet avait faussement déclaré que « 80 % des immigrants vont à Montréal, ne travaillent pas, ne parlent pas français et n'adhèrent pas aux valeurs sociétales du Québec. »

2. Jose Leos Cervantes, un homme de 45 ans originaire du Mexique, est décédé peu après avoir traversé la frontière non officielle du Québec au Vermont à la fin du mois de février. Il était l'une des centaines de personnes qui ont tenté de traverser au Vermont cette année.

(Avec des informations provenant de Solidarité sans frontières, *CityNews*, *Journal de Montréal*, *Journal de Québec*, *The Globe and Mail*. Photo : Solidarité sans frontières)



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca